

Méfiance et coopération en méditerranée : Quel dialogue euro-arabe?

Thierry Hentsch

Volume 17, numéro 1, 1986

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/701970ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/701970ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Hentsch, T. (1986). Méfiance et coopération en méditerranée : Quel dialogue euro-arabe? *Études internationales*, 17(1), 165–177.

<https://doi.org/10.7202/701970ar>

Méfiance et coopération en Méditerranée: Quel dialogue euro-arabe ?*

Thierry HENTSCH**

Le « dialogue euro-arabe », produit conjoncturel de la guerre d'octobre 1973 et de son embargo pétrolier, est un peu passé de mode: comme le pétrole, depuis que son prix s'est stabilisé à la baisse au début de la présente décennie. Il y a cinq ans, à toutes fins pratiques, que l'officiel « Dialogue » est en panne: voilier dématé et sans équipage au milieu de la Méditerranée. Mais dialogue y a-t-il jamais eu d'une rive à l'autre ?

Dans un brillant petit essai de sémantique, Marcel Teitler en parle comme d'un exercice scénique ambigu qui traduit à la fois le désir d'éviter l'élargissement du fossé euro-arabe et l'impossibilité d'instituer une véritable coopération en Méditerranée¹. Derrière la scène, cependant, au-delà des modes et des mots, les relations entre l'Europe et le Monde arabe se poursuivent. Depuis des siècles, sur tous les plans (culturel, politique, économique), sur tous les registres (fascination, mépris, amour-haine, paix et guerre, symbiose et rejet), dans un rapport de forces qui a subi maintes variations, mais qui depuis plus de deux siècles s'exerce constamment à l'avantage de l'Occident.

À tous les niveaux, la richesse qu'offre aujourd'hui le thème des rapports entre Arabes et Européens est inépuisable, tant par son épaisseur historique qu'en raison des enjeux, réels ou potentiels, que ces rapports impliquent pour leurs protagonistes comme pour le système mondial.

À travers toutes les images successives, et plus ou moins contradictoires, qui se sont formées au cours des siècles dans le face à face Orient-Occident, entre deux groupes de cultures qui se connaissent si mal et s'ignorent si bien de se côtoyer depuis si longtemps, se pose aujourd'hui en Méditerranée le problème de la division internationale du travail et des rapports Nord-Sud. Lieu particulier et particulièrement chargé d'affectivité d'une des plus graves questions de notre temps. Lieu aussi, où les enjeux d'une éventuelle entente dépassent le cadre régional. Bien que les rapports inter-méditerranéens s'inscrivent encore (et malgré les relèvements spectaculaires du prix du brut depuis 1973) dans le schéma de la dépendance, les Arabes semblent en mesure de négocier des échanges moins inégaux que bien d'autres peuples du tiers monde. L'Europe, à sa manière, dépend pour son énergie du Monde arabe, et la complémentarité économique paraît forte d'une rive à l'autre. La Méditerranée ne pourrait-elle donc offrir l'espace privilégié d'une « nouvelle donne » dans les rapports Nord-Sud? Outre le caractère exemplaire que ne manquerait pas de revêtir une telle entente pour

* KHADER, Bichara (sous la direction de), *Coopération euro-arabe: Diagnostic et Prospective 3 volumes*. Actes du colloque organisé à Louvain-la-Neuve, 2-4 décembre 1982. Louvain-la-Neuve, Centre d'Étude et de Recherche sur le Monde Arabe contemporain de l'Université Catholique de Louvain, s.d., 344, 356 et 393 p.

** Professeur au Département de science politique de l'Université du Québec à Montréal.

1. Marcel TEITLER, « Sur l'usage social des dialogues », in *Le Dialogue euro-arabe*, sous la direction de J. Bourrinet, Paris, Économica, 1979, pp. 12-19.

d'autres régions du monde, celle-ci introduirait ainsi d'importants changements dans la politique internationale. On se prend à rêver d'une « Eurabie » neutre et prospère entre les deux superpuissances et, plus loin, d'une Eurafrique... Rêves, en effet: les obstacles – pour ne pas dire les impossibilités – sont à la mesure des enjeux. La bipolarité du système politico-militaire mondial, les échanges inégaux et le poids de l'histoire: autant de réalités têtues contre lesquelles se brisent les utopies et même les projets censément les plus raisonnables. Le monde méditerranéen reste un lieu de réalisations possibles où rien encore n'est vraiment réalisé. En ce sens, l'étude de la coopération euro-arabe, au-delà du désir qu'elle exprime chez ses partisans, c'est encore et pour longtemps l'étude, surtout, de ce qui lui fait obstacle. Et parmi ces obstacles, il y a, au premier rang, l'état et la nature des rapports existants.

C'est ce mélange de réalisme, d'espoir et d'exaspération devant la minceur des progrès accomplis qui caractérise l'abondante littérature sur les relations euro-arabes depuis une décennie. Le triple recueil publié sous la direction de Bichara Khader à l'occasion et à la suite d'un colloque organisé en décembre 1982 à Louvain-la-Neuve (Belgique) n'y échappe pas: la *Coopération euro-arabe* tente d'établir un diagnostic et de dessiner une prospective². Tout comme, avant lui, *Le Dialogue euro-arabe* rassemblé par Jacques Bourrinet³ et, après lui, *The Euro-Arab Dialogue* de Saleh Al-Mani⁴. À eux seuls ces trois ouvrages couvrent abondamment le champ des relations et des contradictions arabo-européennes.

Le Dialogue... (Bourrinet) et la *Coopération...* (Khader) commencent tous deux par l'aspect culturel de ces rapports intra-méditerranéens⁵. Voulu ou non l'ordre choisi indique sinon une priorité du moins une antériorité du culturel: au-delà du changement des rapports de force, au-delà même des structures de dépendance (dont la gravité tend peut-être à nous faire exagérer la longévité), ce sont les mythes et les images qui persistent le plus longtemps à travers l'histoire. De là à prétendre que, dans l'espace longtemps disputé et souvent bouleversé de la Méditerranée, le culturel, plus encore que l'économique, conditionne le politique – et conditionne l'économique lui-même! – il n'y a qu'un pas... Peut-on réellement parler de primauté du culturel? Telle pourrait être ici notre question directrice. Quelle que soit la réponse, la question mérite d'être posée: dans le culturel réside ce qui fait à mon sens l'intérêt spécifique des relations euro-arabes, particulièrement riches ou « chargées » à ce niveau.

-
2. *Coopération euro-arabe* Diagnostic et Prospective, Actes du Colloque organisé à Louvain-la-Neuve, 2-4 décembre 1982, sous la direction de Bichara Khader, 3 volumes de, respectivement 340 p., 355 p. et 390 p. Les deux premiers volumes, publiés pour le colloque, contiennent les communications qui sont parvenues assez tôt avant sa tenue; le troisième volume renferme les communications rédigées après ce délai et a été publié à la suite du colloque. Les volumes I et II organisent la matière en cinq grandes rubriques: vue d'ensemble, aspects socio-culturels, aspects politiques et stratégiques (vol. I); aspects économiques, aspects énergétiques (vol. II). Le volume III contient des textes se rapportant à chacune de ces cinq rubriques. Chaque volume contient d'importantes indications bibliographiques (dont une bibliographie générale à la fin du vol. II) et des annexes statistiques et documentaires. Il s'agit donc d'un instrument fort utile dont il est regrettable que la présentation formelle laisse à désirer (présentation, orthographe, ordre des pages, même: tout cela sent un peu trop la va-vite; sans rien diminuer par ailleurs de la qualité – inégale – des contributions).
 3. *Le Dialogue euro-arabe*, op. cit., 372 p.
 4. Saleh A. AL-MANI', *The Euro-Arab Dialogue*, A Study in Associate Diplomacy London, Frances Pinter, 1983, 156 p.
 5. Dans chacun des deux recueils, l'aspect culturel est le premier à être abordé après les introductions et vues d'ensemble sur le dialogue. Ce n'est pas le cas, en revanche, du livre de Al Mani, dont la démarche est d'emblée plus concrète, puisque ce sont avant tout les mécanismes diplomatiques qui l'intéressent (j'y reviendrai plus bas).

Pourtant, si l'on s'en tient au court terme (la deuxième décennie) et aux « faits bruts » qui jalonnent l'expérience décevante du Dialogue, les blocages les plus évidents paraissent se situer au niveau politique.

I – Le diagnostic: les obstacles visibles

Les obstacles les plus immédiatement visibles auxquels le dialogue euro-arabe s'est heurté sont les questions mêmes qui ont poussé ses partenaires à l'amorcer. Rendue attentive par la crise de 1973 à sa fragilité énergétique, l'Europe cherchait avant tout à assurer la sécurité de ses approvisionnements en hydrocarbures et à récupérer à travers ses exportations et son système bancaire la plus grande part possible de la rente pétrolière accrue qu'elle devait verser aux pays arabes exportateurs de pétrole. Conscient des inquiétudes européennes et stimulé par l'efficacité apparente de l'embargo pétrolier, le monde arabe, apparemment uni comme jamais à travers la guerre d'octobre 1973, entendait profiter de la demande de la Communauté européenne (CE)⁶ pour amener celle-ci à reconnaître l'OLP et à admettre cette organisation à participer au dialogue à titre de membre à part entière de la Ligue des États arabes (LEA). Or ce n'est qu'en noyant la question de cette participation palestinienne dans une formule qui ne mettait en présence que deux délégations, l'une de la Ligue arabe et l'autre de la Communauté, que le dialogue a pu s'ouvrir au terme d'une tractation de plus d'un an⁷. De même, c'est en évitant d'aborder de front les problèmes pétroliers que les partenaires sont parvenus à esquisser un timide programme de coopération économique⁸. Michel Papayannakis et son équipe font une évaluation encore trop optimiste lorsqu'ils affirment que le dialogue « n'a jamais réussi à dépasser les deux seules questions qui, dans la conjoncture, apparaissent aux yeux des deux parties comme les plus urgentes »⁹. En réalité, le dialogue n'a pu commencer qu'à la condition que ces deux questions (l'OLP et le pétrole) soient préalablement exclues de son agenda. Il était donc vidé de sa substance d'entrée de jeu (un peu comme si, à Genève, Américains et Soviétiques s'entendaient pour poursuivre la discussion sur la réduction des armes stratégiques en évitant systématiquement de parler des missiles porteurs d'ogives nucléaires!).

Il ne faut donc pas s'étonner que le dialogue euro-arabe n'ait porté que sur des problèmes « non-urgents », que ces problèmes aient été « traités encore plus épisodiquement que par le passé »¹⁰ et que la CE ait continué de négocier séparément des accords

6. Si l'idée d'un dialogue euro-arabe avait déjà fait l'objet de discussions officieuses entre la France et la Lybie peu avant la guerre d'octobre 1973, ce n'est que suite aux conséquences de cette guerre que les ministres des Affaires étrangères de la CE, dans leur communiqué du 4 mars 1984, proposent officiellement aux pays arabes d'ouvrir le dialogue.
7. Formule dite de Dublin proposée par la CE à Dublin le 13 février 1975, acceptée par la LEA le 26 mars suivant et qui a permis au dialogue de démarrer officiellement au Caire le 10 juin 1975 par une première réunion d'experts des deux parties.
8. Cette marginalisation du pétrole s'exprime très bien à travers les structures mêmes mises en place par le Dialogue. Outre la Commission générale, la Commission du Financement et le Groupe *ad hoc* sur le Transfert de technologie, sept Groupes de travail figurent à l'organigramme adopté en novembre 1978: 1. Industrialisation, 2. Infrastructure, 3. Agriculture, 4. Coopération financière, 5. Commerce, 6. Science et technologie, 7. Coopération culturelle, main-d'oeuvre et affaires sociales. Dans le détail des attributions de chaque groupe, les seules allusions au pétrole apparaissent au groupe 1 (Industrialisation): « Raffinage » et « Pétrochimie ». Au groupe 5 (Commerce), il n'est rien précisé (voir *Le Dialogue euro-arabe*, Bourrinet, *op. cit.*, p. 202, repris par KHADER, *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. I, p. 10).
9. *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, p. 302. Il s'agit évidemment de la question palestinienne et de la question du pétrole.
10. *Ibid.*, p. 302.

d'association avec sept pays arabes méditerranéens, « au moment où on engageait un dialogue collectif »¹¹. On pourrait en conclure à une simple fiction, à une sorte d'exorcisme politique. Dialogue de pure forme, voire duperie européenne destinée à amadouer le camp arabe, le temps de franchir la crise? Certains éléments de l'analyse de Al Mani tendent à confirmer cette hypothèse: la CE a pris et gardé l'initiative de presque toutes les rencontres; elle a imposé ses méthodes et sa forme de diplomatie à des partenaires arabes qui ne semblaient pas bien comprendre ses objectifs véritables. Par ailleurs, les Européens ont obtenu l'essentiel de ce qu'ils cherchaient: ils ont apaisé les Arabes sur la question palestinienne sans rien céder de décisif; ils ont assuré la sécurité de leurs approvisionnements en pétrole; ils ont participé au recyclage des pétrodollars et quadruplé la valeur de leur commerce avec le monde arabe. Enfin, au fur et à mesure que les problèmes énergétiques perdaient de leur acuité, la CE s'est peu à peu désintéressée du dialogue qu'elle avait lancé¹².

Tout cela est vrai. Mais ce que l'attitude de la CE a pu avoir de tactique et de conjoncturel ne permet pas de réduire cette tentative de rapprochement à un pur semblant. Chez certains des initiateurs du dialogue, notamment parmi les Français, il y avait le désir réel d'ébaucher une stratégie « méditerranéenne » à long terme, dont de Gaulle avait déjà mesuré la nécessité (nous y reviendrons). Al Mani lui-même admet:

during the first four years of the EAD the Europeans were very active, and their behaviour indicated that they were serious about bringing the initiative to a serious conclusion.¹³

La baisse de tension sur le marché du pétrole ne suffit donc pas à expliquer le désintérêt subséquent de la CE; ne serait-ce que parce que, fondamentalement, la dépendance énergétique de l'Europe face au Proche-Orient demeure. Dans les causes du non-lieu euro-arabe, on ne peut oublier le Proche-Orient lui-même: la profonde division introduite dans le monde arabe par les accords de Camp David et par la paix séparée israélo-égyptienne a très concrètement et directement contribué à mettre le dialogue en panne. Cette grave rupture du fragile consensus arabe envers Israël et la stratégie qui l'a introduite suffisent à montrer que la thèse de la fiction et de la duperie, dans son interprétation machiavélique simpliste, fait bon marché du contexte international global dans lequel s'insère toute tentative de coopération euro-arabe. Or il saute aux yeux que les deux questions cruciales qui à la fois motivaient le dialogue et l'empêchaient d'avancer (l'OLP et le pétrole) représentent chacune des enjeux importants pour les deux superpuissances, pour les États-Unis tout particulièrement. Comme il saute aux yeux que, idéalement, les deux rives du monde méditerranéen ont tout à gagner à un rapprochement durable effectif. Faut-il donc imputer aux Américains l'échec d'un rapprochement que tout semblait commander?

11. Issam EL ZAIM, « Les aspects économiques des relations euro-arabes », in *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. III, p. 244.

12. AL-MANI', *The Euro-Arab Dialogue*, op. cit., pp. 5-7. Précisons que l'analyse de Al-Mani' ne se résume pas à cela et qu'à ses yeux le Dialogue offre également des aspects positifs.

13. *Ibid.*, p. 5.

La Ligue arabe et la Communauté européenne, en effet, sont l'une pour l'autre les plus importants partenaires commerciaux¹⁴. De plus, la première semble avoir besoin de technologies que la seconde est capable de lui fournir, et celle-ci, comme chacun sait, a soif de l'énergie dont, momentanément du moins, le Proche-Orient regorge. Jointe à la proximité géographique, au partage du même bassin maritime, la complémentarité des deux ensembles paraît décidément on ne peut plus évidente.

Et pourtant, cette image d'Épinal ne laisse pas d'être trompeuse. Tout simplement parce qu'elle simule l'existence de deux groupes homogènes et structurés dont la réalité est tout ce qu'il y a de plus problématique. Ainsi, il y a quelque chose de faux, conceptuellement, dans la comparaison du commerce extérieur de la CE avec d'une part les États-Unis et d'autre part la Ligue arabe: d'un côté un partenaire hautement intégré (la première puissance du monde) et de l'autre une vaste communauté culturelle, économiquement désintégrée et politiquement déchirée, morcelée en États distincts, inégaux et rivaux. Quant à la CE elle-même, elle se situe quelque part entre les deux: fortement intégrée commercialement (ce qui justifie qu'on puisse parler à son égard de commerce extérieur) mais sans véritable politique commune sur les autres plans, divisée par ce qui semble d'insurmontables atavismes nationaux. Ni le sentiment arabe, la conscience d'appartenir à l'arabité – réelle au niveau populaire au-delà des particularismes locaux – ni le sentiment d'urgence qui saisit nombre d'Européens devant l'impuissance politique du vieux continent sur la scène mondiale ne suffisent à souder aucun de ces deux groupes en un tout politique cohérent, capable de mener une action de longue haleine. Aucun, pas même la CE, ne s'est encore donné les moyens nécessaires pour y parvenir. Si bien que la réalité concrète des rapports trans-méditerranéens ce sont les échanges et les accords entre la France et l'Irak, entre l'Italie et la Lybie, entre l'Allemagne fédérale et l'Arabie Saoudite, etc. Non pas que tous les aspects des relations euro-arabes se situent exclusivement au niveau bilatéral, mais parce que l'essentiel de ces relations échappent encore à la coordination multilatérale. Tout au plus celle-ci s'exerce-t-elle à sens unique de la CE vers chaque pays arabe (éventuellement chaque région: Golfe, Maghreb, etc.) en particulier. Bref, les échanges entre les membres de la CE et les pays arabes ont une grande densité, mais la coopération euro-arabe, elle, n'a pas de réalité. Elle n'a de réalité, pour le moment, que comme mythe, comme subterfuge ou comme consolation. Et il en sera ainsi tant que chacun des deux ensembles n'aura pas réalisé un minimum d'unité intérieure. Dans les conditions présentes de désunion et d'incohérence, les puissances extérieures à la Méditerranée n'ont donc pas à redouter l'émergence d'une troisième force indépendante autour de ses rives. Et s'il est vrai que les Américains ont accueilli l'idée du Dialogue euro-arabe d'un regard soupçonneux, leur inquiétude n'a guère duré: ils ont très vite compris qu'il était à peine besoin de lui mettre des bâtons dans les roues. Européens et Arabes s'en chargeaient eux-mêmes.

14. Voir là-dessus mon article sur « Le Proche-Orient dans le système mondial » in *Études internationales* vol. XII, n° 4, déc. 1981, p. 702. Voir aussi les tableaux statistiques fournis par Abdelfettah GHORBEL dans « Les relations commerciales euro-arabes. Éléments d'analyse factuelle des échanges intra-méditerranéens », in *Coopération euro-arabe, op. cit.*, vol III, pp. 257-259. Dommage, toutefois, que l'auteur ne prenne pas la peine de situer le commerce euro-arabe dans le commerce mondial. On trouve néanmoins cette nécessaire mise en perspective au volume I, dans la vue d'ensemble présentée par Chedli KERLI, « La problématique de la coopération euro-arabe; une vue d'ensemble », p. 51. L'importance commerciale de l'Europe des Neuf pour le monde arabe est particulièrement flagrante puisque celle-là absorbe (en 1976) le 40 % des exportations de ce dernier (contre respectivement 16 % et 9 % pour le Japon et les États-Unis). Dommage, cette fois, que les chiffres ne soient pas plus récents.

Du côté européen, en effet, seules la France et l'Italie semblent prêtes à s'engager en Méditerranée au détriment éventuel de leurs relations atlantiques (et encore, avec prudence, et à condition que le reste de la CE suive)¹⁵. Chez les Arabes, les deux pays clés, l'Arabie Saoudite et l'Égypte, privilégient leur relation avec les États-Unis à toute autre : pour les régimes actuellement au pouvoir, cette relation est devenue une condition *sine qua non* de leur influence régionale, sinon de leur survie intérieure. Or aucune politique économique ni culturelle d'ensemble ne peut être sérieusement élaborée dans le monde arabe sans la participation du plus important producteur et exportateur de pétrole de l'OPEP, ni sans celle du pays le plus densément peuplé de la région. À elles seules, ces quelques considérations élémentaires expliquent que le foisonnement des échanges trans-méditerranéens ne suffise pas à jeter les bases d'un dialogue euro-arabe substantiel et soutenu. Le diagnostic de l'impasse euro-arabe est d'ailleurs si simple à poser que la plupart des observateurs de ce pseudo-dialogue se contentent finalement de décrire sous leurs divers aspects les relations entre Arabes et Européens dans leur vivante hétérogénéité.

Reste néanmoins la « prospective ». On ne peut en effet s'empêcher de se demander quelle pourrait être la consistance d'une véritable entente euro-arabe au cas où les obstacles politiques préalables à sa tenue (l'incohérence des deux groupes en présence) viendraient à être levés ; ou au cas, plus probable, où l'arrivée de nouveaux régimes en Égypte et en Arabie Saoudite, désireux de prendre de la distance par rapport à Washington, acculerait l'Europe à formuler une politique méditerranéenne globale. Le chemin vers l'unité ne passe-t-il pas par la contrainte extérieure ? Bien que l'éventualité en soit douteuse, il n'est pas interdit d'imaginer qu'une de ces contraintes vienne un jour du monde arabe.

II – La prospective : quelle coopération ?

Parler prospective, ce n'est pas simplement rêver du puissant ensemble économique que pourrait former un jour l'Eurabie. Si celle-ci devait se borner à reproduire globalement, sous une forme plus cohérente et à un stade différent, la structure de dépendance qui régit les rapports Nord-Sud en Méditerranée comme ailleurs, cette « coopération »-là prévaut aujourd'hui et c'est celle qui, demain, par exemple, transfèrera vers le Sud le type d'industrie dont le Nord ne voudra plus. Peu importe, alors, que cette division du travail s'effectue avec ou sans concertation. Ou plutôt, mieux vaut, dans cette perspective peu réjouissante, qu'elle se poursuive en ordre dispersé que sous la gouverne centralisée d'une Europe unie utilisant le Sud plus systématiquement encore qu'aujourd'hui pour se hisser au rang de superpuissance mondiale – à supposer que le monde arabe prête docilement son concours à de tels projets !

Sans nourrir d'illusion sur les bonnes intentions de qui que ce soit, il faut tout de même espérer que l'Europe d'aujourd'hui, dans sa prospérité fragile, n'oublie pas le triste dénouement où l'ont conduite ses impérialismes successifs et qu'elle reste suffisamment consciente de sa relative faiblesse, suffisamment attachée aussi à sa diversité pour ne pas espérer imiter le monolythisme arrogant des deux superpuissances qui se disputent le monde. La coopération euro-arabe n'a donc de sens et d'intérêt que si elle débouche sur autre chose, en particulier sur un réaménagement à long terme des rapports économiques existants, vers une structure d'échanges qui permettrait de diminuer, sinon de supprimer la reproduction des inégalités actuelles. Encore un coup, il ne faut pas tableter sur l'angélisme des « monstres froids » que sont les États : ces transformations ne pourront être que le lointain aboutissement d'une série de batailles, d'une modification plus ou moins brutale ou graduelle du rapport de

15. Voir là-dessus l'analyse de P.-F. GONIDEC, dans « Coopération euro-arabe : aspects politiques », in *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. III, p. 166.

forces. La question principale est donc de savoir si cette lutte a quelque chance de succès, quelque chance d'aboutir à un concert méditerranéen plus intéressant pour tous ; bref, s'il y a moyen, de part et d'autre, de mener efficacement un combat intelligent.

Seules des propositions novatrices, susceptibles de répondre aux attentes économiques et sociales des peuples du monde arabe, peuvent amener ces derniers à considérer l'Europe comme un partenaire privilégié. Tant qu'aucune perspective intéressante ne s'ouvre de ce côté-là, les pays arabes n'ont pas de raison de renoncer à agir chacun pour soi et à soutirer ce qu'ils peuvent de la rivalité des puissances, grandes ou moyennes, au Proche-Orient. Et à première vue ce qu'attendent les Arabes des Européens paraît simple : des relations d'égaux à égaux qui permettent aux Arabes de développer leur économie et de faire prospérer leur société dans le respect de leur identité. Tous les discours arabes sur l'avenir des relations trans-méditerranéennes se résument à ces exigences¹⁶. Or la plupart des Européens qui leur répondent ne peuvent nier leur caractère raisonnable, même s'ils préfèrent parfois éviter le fond du débat en s'extasiant sur les apports historiques de la civilisation arabe des Omeyyades et des Abassides¹⁷.

En réalité cet apparent consensus sur ce que devrait être une nouvelle donne méditerranéenne couvre bien des ambiguïtés et bien des problèmes. Il suffit, pour s'en rendre compte de concentrer son attention sur les deux questions qui constituent invariablement la charnière de tout débat concret sur les échanges économiques euro-arabes : les hydrocarbures et le transfert de technologies.

En bon politique, Edgard Pisani admet volontiers que l'Europe doit à la fois accepter « que l'autre économise sa ressource souterraine » et décider quant à elle « d'économiser cette ressource en gaspillant moins d'énergie », seule façon d'en arriver, selon lui, « à une anticipation concertée sur les prix du pétrole » et de « programmer notre avenir »¹⁸. Mais Gonidec a raison de rappeler à cet égard qu'« (...) il peut arriver (...) que les objectifs à court, moyen ou long terme ne soient pas compatibles les uns avec les autres »¹⁹. De court terme en court terme, de tactique en tactique, la stratégie de la coopération risque de se diluer dans la durée, tout comme la concertation tend à se désintégrer dans l'espace. L'économie d'énergie et la stabilité qui en résulte quant à son prix diminuent l'urgence des grands desseins : les importateurs d'énergie apparaissent moins pressés de négocier un régime global d'échanges équilibrés susceptible d'accélérer l'industrialisation du Sud.

D'autant moins qu'une telle négociation ne manquerait pas d'avoir de sérieuses implications à l'intérieur des pays industrialisés. Même un CE négociant à l'unisson ne pourrait éviter, comme le remarque justement Issam El Zaim à propos de l'industrie du textile, de frapper inégalement les divers secteurs économiques de ses États membres²⁰. En

16. À ces exigences économiques s'ajoutent évidemment des exigences politiques à l'égard du conflit israélo-arabe. Cela fait partie, on le sait, des conditions préalables à tout rapprochement réel.

17. Voir là-dessus les trésors d'éloquence que contiennent les allocutions prononcées par diverses personnalités européennes lors de l'ouverture du Colloque sur la Coopération euro-arabe (*Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, pp. 6-27). Il y est souvent question de la « dette intellectuelle » que l'Europe du Moyen-Âge a contractée à l'égard des Arabes (par exemple p. 25).

18. « Conférence de M.E. PISANI, Membre de la Commission des Communautés Européennes chargé du développement » au Colloque sur la Coopération euro-arabe, in *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, p. 22.

19. « Coopération euro-arabe : aspects politiques » in *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, p. 165.

20. Issam EL ZAIM, « Les aspects économiques des relations euro-arabes », in *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, p. 239.

d'autres termes, toute concession délibérée à l'industrialisation du monde arabe implique une stratégie de redéploiement à l'échelle européenne. Et il y a fort à parier que ce dernier ne sera pas de nature à favoriser le transfert au Sud de technologies nouvelles. Au contraire, les Européens tenteront de vendre à leurs voisins méridionaux les industries dont ils ne veulent plus et ne consentiront pas de « sacrifices » dans les secteurs les plus prometteurs. Comme le montre El Zaim, c'est déjà ce qui se passe aujourd'hui :

[...] on constate, dit-il, que la technologie qui nous parvient est d'abord morcelée, elle est d'abord fragmentée et elle est ensuite en voie d'obsolescence. C'est une condition *sine qua non* pour que cette technologie nous soit transférable.²¹

Loin de résorber l'inégalité de développement qui sépare le Sud du Nord, le transfert de technologie s'y inscrit et la prolonge. Aucun gouvernement européen – fût-il le plus progressiste et le plus éclairé – ne peut délibérément contribuer à affaiblir la capacité concurrentielle de son pays pour permettre à ses partenaires du tiers monde de combler leur « retard ». Ou alors nous serions dans un autre monde.

Au-delà de la question de l'obsolescence, le transfert de technologie pose d'ailleurs un autre problème, plus profond, qu'El Zaim désigne incidemment sous le terme de « morcellement ». La technologie est-elle divisible ? Peut-on réellement la transférer du Nord au Sud comme moyen de développement ? A-t-elle, en d'autres termes, les mêmes effets partout, indépendamment du type de société qui l'accueille ?

Question douloureuse pour le tiers monde, à laquelle Mahdi Elmandjara n'hésite pas à donner une réponse sans complaisance :

La technologie ne s'achète pas ; elle ne se vend pas. Et ce n'est pas parce qu'on a un peu d'argent qu'on peut la posséder. La technologie est quelque chose qui se maîtrise. Je donne toujours cette définition du développement par feu René Maheu, ancien Directeur Général de l'UNESCO, « le Développement c'est la Science devenue Culture ». C'est quand la science est intégrée qu'il y a développement ; ce n'est pas en achetant en Europe, ou ailleurs, des usines clés en mains ou des mètres ou des armements sophistiqués que l'on maîtrise le développement. Si on n'est pas capable de démontrer et d'entretenir une technologie, et d'avoir les programmes de formation et de recherche pour la faire avancer, alors on n'a rien transféré. Le Monde Arabe consacre 0.20 % de son produit intérieur brut en recherche et développement (R et D). La moyenne des pays européens est de 2 % à 3 %. L'écart est encore plus énorme lorsqu'on tient compte des chiffres absolus. [...]

Dans les pays en développement – et je ne jette pas la pierre à l'Europe – on a peur de la recherche. On a peur de la recherche dans le Monde Arabe parce que la recherche c'est la remise en cause. La recherche c'est la manière de revoir chaque « vérité » chaque matin.

L'Europe a tout intérêt à court terme à maintenir les structures internationales actuelles et donc à ne pas développer notre recherche car une partie de la recherche qui se fait en Europe est financée par nos propres ressources.²²

La structure des échanges et de l'économie mondiale n'est donc pas hors de cause dans cette analyse. Mais elle n'est pas seule en cause. Il y a dans l'intervention d'Elmandjara un effort qui vise à dépasser le cadre, devenu traditionnel, des théories de l'impérialisme et de la dépendance. L'impérialisme est toujours à l'oeuvre, bien entendu, porté et facilité par les

21. *Ibid.*, p. 243.

22. « Coopération euro-arabe », Intervention orale de Mahdi ELMANDJARA, transcrite dans *Coopération euro-arabe*, *op. cit.*, vol. III, p. 31.

structures qu'il a lui-même créées, et dont les élites dirigeantes du tiers monde n'arrivent pas à sortir. Dans ce cercle vicieux de la dépendance, les pays du centre ne peuvent être autre chose que dominants. Ils peuvent l'être de plusieurs manières, plus ou moins brutalement, à plus ou moins courte vue, mais ils ne peuvent pas ne pas dominer du moment qu'il y a échange. Il ne s'agit pas de les exonérer pour autant de leur conduite, mais simplement d'interroger, aussi, le tiers monde de l'intérieur. De reconnaître qu'il n'existe aucun « modèle de développement dans un pays du Tiers-Monde quel qu'il soit qui ait donné des résultats satisfaisants »²³. Cette affirmation – vraie dans l'absolu – manque toutefois de nuances : entre le tout et le rien on trouve du plus ou moins satisfaisant. Mais ce qu'elle exprime fondamentalement, je crois, c'est que le clivage Nord-Sud, en Méditerranée comme ailleurs, ne peut se réduire à des facteurs économico-techniques imposés de l'extérieur. Il ne se perpétue pas uniquement en raison du simple rapport de forces (économique, mais aussi militaire, politique, etc.) qui donne l'avantage au Nord. Cet avantage – même écrasant – n'explique pas tout. S'il expliquait tout, le Japon ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui. Au-delà de l'inégalité des moyens et de l'inégalité du développement se pose la question plus générale et plus profonde de la différence : différence de cultures, différence de sociétés dans leur ensemble.

Même déchirées, mêmes dépendantes, les sociétés n'existent pas qu'en fonction de l'économie mondiale. Le développement économique trouve lui aussi ses limites dans la société où il se loge. Et ces limites ne sont pas forcément négatives. Comme le rappelle avec raison Pandeli Glavanis, elles laissent aussi la porte ouverte à toutes sortes de luttes à divers niveaux²⁴ ; et donc à des alternatives auxquelles l'Occident ne peut pas et n'a pas à penser mais face auxquelles il pourrait être contraint de prendre position, négativement (ce qui est à craindre) ou positivement. C'est ici, à mon sens, qu'intervient le problème de communication auquel Elmandjara fait brièvement allusion²⁵. Problème de communication et, donc, de société où la dimension culturelle joue un rôle qu'au Nord comme au Sud on a jusqu'ici eu tendance à passer sous silence, du moins dans les analyses critiques inspirées du marxisme. Mais peut-être est-ce en train de changer (un indice de ce changement : la parution récente d'un ouvrage collectif sur *les autres marxismes réels* qui consacre plusieurs textes à l'étude des effets plus ou moins heureux des schémas de pensée marxistes appliqués aux réalités du tiers monde).²⁶

III – L'équation culturelle

La dimension culturelle des rapports Nord Sud, *a fortiori* en Méditerranée, constitue un terrain extrêmement glissant, parce qu'elle a trop souvent logé à son enseigne des explications réductrices, pour ne pas dire tout bonnement racistes, du « sous-développement ». Parce qu'aussi, à l'autre extrême et plus récemment, on a voulu voir un peu trop rapidement dans les divers mouvements de « retour » à l'islam (notamment) un espoir nouveau, dont les aléas de la République islamique iranienne ont refroidi, un peu vite également, les hérauts occidentaux. Cette confusion montre bien qu'il y a là un terrain à déminer. Et le dialogue

23. Ibid., p. 32.

24. Pandeli GLAVANIS (coordinator) & alia, « A Report on the Economic Aspects of the Euro-Arab Dialogue », in *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. II, p. 103.

25. ELMANDJARA, intervention citée, p. 33 : « [...] nous vivons une crise de communication entre le Nord et le Sud, entre l'Europe et le Monde Arabe ».

26. *Les autres marxismes réels*, sous la direction de A. Corten, M. Sadria et M.-B. Tahon, Paris, Christian Bourgois, 1985 (collection « Cibles »).

euro-arabe peut s'y employer. C'est peut-être même à l'heure actuelle, sa seule véritable portée: permettre aux intellectuels des deux rives de réfléchir ensemble – de dialoguer, justement – sur les questions culturelles dans un climat d'empathie réciproque qui n'exclue ni la passion, ni la lucidité, où l'on puisse apprendre à la fois la tolérance et la critique.

Faire porter le débat sur le culturel, ce n'est pas se limiter à ce qu'on nomme souvent de façon restrictive et élitiste « la culture »; c'est s'adresser au mode de vie et, par là, choisir le foyer central, spécifique à chaque peuple, auquel se rapportent toutes les autres dimensions (économiques, politiques, etc.) de la vie collective. Poser la culture-mode de vie comme centre et spécificité, c'est, à mon sens, identifier le lieu par excellence où les rapports entre civilisations peuvent être perçus dans la globalité de leurs contradictions et de leurs affinités. Seul ce regard global permet de comprendre les insuffisances de plus en plus évidentes des analyses économiques et politiques de la dépendance. Ainsi, dans un texte malheureusement un peu touffu, Hartmut Elsenhans montre que la division internationale du travail n'est pas seule responsable du mésusage de la rente pétrolière; qu'en d'autres termes, certaines spécificités sociales des pays arabes exportateurs de pétrole, même dans un État comme l'Algérie, contribuent à entraver l'effet industrialisant que le gouvernement cherche à donner à cette rente.²⁷ Encore que Elsenhans s'en tienne pour l'essentiel à un schéma wébérien, intéressant, mais un peu trop imprégné d'ethnocentrisme occidental. Si « semer le pétrole », comme il le dit joliment, « est [...] un processus contradictoire », ce n'est pas seulement parce que « l'option de la planification centralisée suppose des capacités administratives qui dépassent les possibilités de pays sous-développés »²⁸. C'est aussi, et plus profondément, parce que les « capacités administratives » d'une élite formée à l'européenne ou à l'américaine ne suffisent pas à changer la société. Cette élite y éprouve d'autant plus de peine que son propre État modernisateur sent par ailleurs la nécessité d'utiliser, voire de mobiliser certaines valeurs traditionnelles dans la résistance aux empiètements de l'Occident.

Cette inévitable schizophrénie du Monde Arabe envers l'Europe, qu'Abdallah Laroui interrogeait déjà avec lucidité et courage dans *L'idéologie arabe contemporaine*²⁹, exprime bien l'amour-haine du non-occidental (particulièrement de l'intellectuel non-occidental) envers la société industrielle produite et exportée par l'Occident. Et aujourd'hui que nous autres Occidentaux – certains d'entre nous du moins – commençons aussi à douter que le degré de civilisation soit nécessairement fonction du degré d'industrialisation, nous pouvons commencer à réfléchir de façon moins négative à l'espèce de refus larvé que notre modèle de développement semble rencontrer à la base en Afrique et en Asie. Refus des masses, en effet, que ce modèle appauvrit matériellement et culturellement. Dès lors, sans la moindre connotation de supériorité et même avec la perplexité de celui qui soudain se demande s'il ne s'est pas trompé de route, on peut se poser la question de savoir si l'industrialisation, sous la forme que nous lui connaissons, est dissociable de la mentalité qui a contribué à la produire. Il ressort en effet avec de plus en plus d'évidence des études faites sur la naissance de la grande industrie dans l'Angleterre de la fin du 18^{ème} siècle et plus généralement dans l'Europe du 19^{ème} que cette « révolution » n'est pas principalement due à des percées techniques

27. Hartmut ELSENHANS, « Le Monde Arabe et l'Europe dans la nouvelle division internationale », in *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. III, pp. 34-123. Article très riche, très documenté; sans aucun doute l'analyse la plus intéressante du recueil sur les relations économiques Nord-Sud en Méditerranée. Sur la question plus particulière traitée ici, voir les pp. 53-66.

28. *Ibid.*, p. 60.

29. Abdallah LAROUÏ, *L'idéologie arabe contemporaine*, Paris, Maspéro, 1967.

(caricaturalement: le charbon + la vapeur) mais à une évolution globale de la société dans laquelle la pensée sociologique et l'évolution institutionnelle jouent un rôle crucial.³⁰

La technique est-elle divisible? La question finalement, n'est peut-être pas là. De tous temps les cultures et les peuples se sont transmis et emprunté des techniques, souvent avec succès. Mais justement, en l'occurrence, l'industrialisation du sud, telle qu'on la conçoit généralement, ne peut pas se réduire à l'emprunt d'une série de techniques. L'industrialisation à l'occidentale ou à la soviétique implique l'imitation d'un modèle de société: pas d'industrialisation sans société industrielle, sinon fragmentaire, sinon d'enclaves. L'industrialisation sans la société se développe à côté de celle-ci, pour l'exportation ou pour la minorité aisée. Cette minorité et elle seule intègre le mode de vie occidental (sans nécessairement en retenir toutes les valeurs). Deux sociétés cohabitent dans un espace déchiré: la plus petite domine la plus grande, la meurtrit et la déforme sans vraiment la transformer globalement.

Et pourtant transformation il y aura, à la longue, inexorablement. Après tout, la société industrielle en Europe ne s'est pas faite sans mal ni sans de graves « distorsions ». Effectivement, mais ces bouleversements se sont produits sous la poussée de forces intérieures, après plusieurs siècles (du 15^{ème} au 18^{ème}) de maturation et d'évolution sur le plan des idées scientifiques, philosophiques et sociales. La révolution industrielle de l'Europe ne s'explique pas sans les « Lumières » (avec tout ce qu'elles impliquent du point de vue des mentalités collectives, de la place de la religion dans la société, etc.), même si ces Lumières finissent par pâlir sous l'effet de l'industrialisation. Aucune congruence de ce genre dans le tiers monde, où l'industrialisation reste un modèle importé, même lorsque les élites bureaucratiques tentent avec le maximum d'intégrité et de compétence possibles de générer un développement autocentré.

Dans ces conditions, c'est-à-dire aussi longtemps que l'industrialisation sera importée ou imitée au lieu d'être transposée et réappropriée, il semble bien, comme le remarque cruellement Elmandjara, que le tiers monde sera « toujours d'une grimace en retard »³¹ sur l'Occident. C'est là, par contraste, l'extraordinaire exploit du Japon: avoir réussi à intégrer et à faire sien le mode de production industriel dans une société qui, à travers ses transformations (heureuses ou malheureuses, il ne m'appartient pas d'en juger) est restée japonaise, différente de l'Occident. Ce qu'on oublie un peu trop commodément en rangeant le Japon parmi les « sociétés occidentales » – monumental contresens historique et sociologique mais combien « rassurant »! Sans doute la réussite japonaise n'est-elle pas exempte de tensions ni d'inégalités intérieures graves (quel pays n'en a pas?); elle est « réussite » au sens où le Japon est parvenu à dépasser l'Occident sur le plan de la compétitivité et même de la qualité de sa production. Il n'y a donc pas eu simple imitation, contrairement au cliché qui est resté longtemps répandu chez nous sur les Japonais et leur méthode, mais transposition, mais réappropriation. À une époque, il est vrai, où l'« avance » de l'Occident était moindre et où la capacité de résistance à son expansion économique plus facile. Il n'empêche que les Japonais ont fait preuve d'une lucidité, d'une détermination et d'une patience qui comptent autant, sinon plus, que les circonstances historiques.

Cet exemple japonais ne devrait pas seulement faire réfléchir le Monde Arabe (et le tiers monde en général), mais également l'Europe; elle-même trop encline, peut-être, à singer l'« *American way of life* » dans son complexe d'infériorité vis-à-vis du Grand frère atlantique. La diversité (y compris à l'intérieur même de l'Occident) reste encore possible,

30. Pour une magistrale somme critique des thèses sur la « Révolution industrielle » voir Fernand BRAUDEL, *Le Temps du Monde*, Paris, Armand Colin, 1979, chap. 6.

31. Mahdi ELMANDJARA, intervention citée, *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. III, p. 30.

pourvu qu'une réflexion sérieuse s'engage sur la culture américaine. Et c'est dans cette réflexion, comme l'avait compris de Gaulle, qu'Européens et Arabes peuvent mutuellement s'apporter quelque chose de stimulant :

Voyez-vous, il y a de l'autre côté de la Méditerranée les pays en voie de développement, il y a aussi chez eux une civilisation, une culture, un humanisme, un sens des rapports humains que nous avons tendance à perdre dans nos sociétés industrialisées et qu'un jour nous serons probablement très contents de retrouver chez eux. Eux et nous, chacun à notre rythme, avec nos possibilités et notre génie nous avançons vers la société industrielle. Mais si nous voulons, autour de cette Méditerranée, accoucheuse de grandes civilisations, construire une civilisation industrielle qui ne passe pas par le modèle américain dans lequel l'homme serait une fin et non un moyen, il faut que nos cultures s'ouvrent très largement l'une à l'autre.³²

À en juger uniquement par le discours (il ne s'agit pas ici de faire l'analyse de la politique arabe de de Gaulle), il y a là l'expression de ce qu'on pourrait appeler un ethnocentrisme intelligent : la considération de ce que l'autre peut nous apporter du point de vue de son expérience, de son mode de vie, de sa philosophie – et pas seulement de ses matières premières ou de sa main-d'oeuvre.

Sans doute est-il facile au dominant de « pomper » le dominé ; mais cela n'est vrai, justement, que des ressources matérielles. Ce que l'Europe, au reste, tire du tiers monde, c'est le tourisme et le folklore, rien de la culture vécue. Les aversions irraisonnées que font naître aujourd'hui en Occident les diverses manifestations du renouveau islamique montrent avec éloquence le mélange de crainte et de mépris que suscitent encore au centre les efforts de la périphérie pour se redéfinir : preuve que le dominant est limité dans ses contacts et sa curiosité extérieurs par sa situation même de nanti frileux, redoutant de voir mettre en cause les acquis que lui confère sa domination. C'est bien pour cela que l'Europe, en tant qu'elle est dominée à son tour par les États-Unis (ou du moins constamment menacée de l'être), peut éprouver intellectuellement le désir, voire le besoin, de se rapprocher du Monde Arabe. Mais ce n'est, pour le moment, qu'un désir d'intellectuel...³³

Quant aux Arabes, le problème se pose de manière inverse : pour eux, c'est la connaissance obligée de l'autre, c'est-à-dire, au départ, imposée par l'intrusion du conquérant, qui fait obstacle au dialogue des cultures. À ce stade-ci, tout dialogue avec l'Occident est un dialogue avec une partie aliénée de soi-même ; ou encore un échange inégal à l'envers. « Si en Europe seuls des spécialistes connaissent la culture arabe, chaque Arabe cultivé est en fait plus ou moins occidentalisant [...]. Tandis que l'orientaliste [européen] veut habituellement décrire, rarement comprendre, presque jamais acquérir, l'occidentaliste arabe cherche avant tout des modèles »³⁴. Ce déséquilibre – reflet d'un rapport de forces matériel défavorable – durera aussi longtemps que le Monde Arabe n'aura pas trouvé sa propre voie vers le développement et donc aussi longtemps qu'il n'aura pas pensé lui-même son propre devenir. Et cette pensée (comme le dit très justement Laroui – ou du moins comme j'aime à le comprendre) n'est possible dans son pouvoir novateur qu'à la condition de refuser à la fois

32. Réflexions de Charles de Gaulle rapportées par Paul Balta dans *Le Monde* du 20 juillet 1972 et cité par Henri LEGROS, « L'Europe des Dix face à l'invasion israélienne du Liban », *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. I, p. 275.

33. C'est d'ailleurs également à ce niveau qu'Abdallah Laroui situe le débat qui l'intéresse, puisque c'est, malgré tout, entre les intellectuels (de diverses cultures) que les échanges sont toujours les plus ouverts (voir sa communication : « Dialogue euro-arabe. Les facteurs psychologiques : images mutuelles », *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. I, pp. 139-151).

34. Abdalla LAROUÏ, communication citée, *Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. I, p. 146.

le passé en tant que nostalgie, en tant que refuge et l'Occident comme modèle à suivre, comme figure de l'avenir. C'est dire, évidemment, que ce renouveau ne peut venir que de l'intérieur et qu'il ne nous appartient pas, à nous Occidentaux, de le définir.

« Échappatoire commode » dirait sans doute Mohamed Arkoun, qui ne nous laisse pas quitte pour si peu :

L'insuffisance de la pensée occidentale », écrit-il, « tient à ce qu'elle justifie sa carence devant les difficultés historiques du Tiers-Monde en général, en s'abritant derrière « le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes » ; elle refuse de prendre des responsabilités intellectuelles – je ne dis même pas éthiques – en se hissant au niveau des situations créées par son action politique et économique dans le monde.³⁵

C'est exact. Et la dénonciation de cette attitude un peu facile chez une certaine intelligentsia occidentale fait nécessairement partie de la critique de l'ensemble du discours universalisant de l'Occident ; lequel refuse la solidarité (universelle) là où elle se révèle gênante et accepte « l'interdépendance » là où l'universalité fait son affaire – et ses affaires ! Mais la « solidarité » elle-même, chez nombre d'intellectuels occidentaux, n'est pas toujours exempte d'ambiguïté : l'engagement – le plus souvent verbal – pour le tiers monde peut être une manière de se déculpabiliser et de fuir sa propre impuissance politique chez soi ; quand ce n'est pas tout simplement l'expression d'un néo-paternalisme à peine voilé.³⁶ Cette précaution prise, je reste d'accord avec Arkoun s'il entend par là que l'intellectuel – *a fortiori* l'intellectuel occidental – que je suis ne peut pas se désintéresser du monde et, notamment, de ses habitants les plus déshérités sans perdre le sens critique qui constitue à mes yeux la raison d'être de mon propre discours.

Mais cela ne peut signifier que je doive, encore moins que je puisse penser le tiers monde de l'intérieur, « à sa place » en quelque sorte. Et je ne crois pas non plus que tel soit le sens de l'intervention d'Arkoun. En tant qu'intellectuels, nous ne pouvons entrer en communication mutuellement fructueuse avec le tiers monde qu'en pleine connaissance de notre inévitable ethnocentrisme. Le connaître c'est déjà limiter ses dégâts. Il faut que nous dialoguions avec l'autre parce que nous en avons besoin pour notre propre réflexion sur nous-mêmes et sur les immenses failles que recouvrent les minces acquis de notre civilisation industrielle, à un moment où notre propre devenir nous oblige à remettre cette civilisation en cause dans nombre de ses aspects destructeurs. Ce n'est que de cette façon que nous pouvons réellement communiquer avec le tiers monde et l'aider en nous aidant nous-mêmes. « Alors, on pourra échanger des biens et des significations ; mais en premier lieu des significations afin que les biens soient toujours maîtrisés dans leur circulation, leur utilisation, leur production. »³⁷

Rien ne sera, bien sûr, réglé pour autant. Mais tant que les significations peuvent circuler d'un côté à l'autre de la Méditerranée, du Sud au Nord et d'Est en Ouest, rien non plus n'est irrémédiablement perdu.

35. Mohamed ARKOUN, « Le Dialogue euro-arabe : essai d'évaluation critique », *La Coopération euro-arabe*, op. cit., vol. I, p. 133.

36. Je suis sur ce point d'accord avec Pascal BRUCKNER dans *Le Sanglot de l'homme blanc*, Paris, Seuil, 1983.

37. Mohamed ARKOUN, communication citée, *La Coopération...*, op. cit., vol. I, p. 137.